



HAL
open science

Beyrouth, de la ville centrée à la ville retournée. Une approche de l'espace public contemporain au Liban

Michael F. Davie

► **To cite this version:**

Michael F. Davie. Beyrouth, de la ville centrée à la ville retournée. Une approche de l'espace public contemporain au Liban. May Davie. Fonctions, pratiques et figures des espaces publics au Liban. Perspectives comparatives dans l'aire méditerranéenne, Université de Balamand, Académie libanaise des Beaux-arts & Université François-Rabelais, Centre d'histoire de la ville moderne et contemporaine, pp.358-384, 2007, Fonctions, pratiques et figures des espaces publics au Liban. Perspectives comparatives dans l'aire méditerranéenne, 978-9953-0-1069-4. hal-01085200

HAL Id: hal-01085200

<https://hal.science/hal-01085200>

Submitted on 11 Dec 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

BEYROUTH,
DE LA VILLE CENTRÉE À LA VILLE RETOURNÉE.
UNE APPROCHE DE L'ESPACE PUBLIC
CONTEMPORAIN AU LIBAN

MICHAEL F. DAVIE¹

La question des espaces publics dans le Monde arabe, et plus particulièrement au Liban, interpelle à plus d'un égard. Bien que faisant partie des préoccupations majeures des aménageurs et des chercheurs en sciences sociales, elle est loin d'avoir abouti. L'espace public, un terme polysémique — et donc formellement insaisissable — est postulé comme une évidence spatiale ou sociale. Pour certains auteurs, il est clairement identifié et localisé ; pour d'autres, il est affirmé être matériellement ubiquiste ou totalement absent, sinon, il est tout simplement réduit à un concept éthéré. Ces divergences et les flous conceptuels qu'elles supposent ne peuvent laisser le chercheur indifférent.

Inventé en Occident puis exporté par l'Université vers l'Orient, une aire culturelle différente, le concept d'espace public a été plus imposé qu'acclimaté aux réalités locales sociales, politiques ou spatiales. Son épistémologie pose d'emblée problème, car peut-on légitimement appliquer un concept sans se munir de nombreux garde-fous méthodologiques ? Les résultats obtenus sans des protocoles clairs et sans des outils adaptés ont-ils une quelconque valeur scientifique ? Comment mesurer le poids de l'acculturation des chercheurs, et les nombreux pièges de la vision orientaliste qui leur sont tendus ? Ces interrogations ne sont pas neutres : elles sont l'expression d'une gêne certaine face à l'inadéquation du concept et à son expression réelle dans le cas beyrouthin, et de manière plus large, dans l'aire culturelle arabe.

¹ Université François-Rabelais de Tours et UMR 8185 « Espaces, Nature et Culture », Université de Paris-IV La Sorbonne.

À en croire les études qui ont pris force de vérité avec le temps, la performativité des espaces publics libanais se résumerait avant tout à la capacité de certains lieux dits neutres et pacifiés à favoriser l'échange marchand entre les communautés confessionnelles. Il s'en suit que l'espace public est nécessairement et bijectivement synonyme de la centralité urbaine, mais surtout qu'il n'a d'autre expression que la dimension confessionnelle. L'analyse est ici réduite à quelques clichés, que les professionnels de l'aménagement ne se sont pas privés de recycler dans leurs projets.

Un autre problème est l'opposition binaire affirmée entre le privé et le public dans le contexte des villes arabes contemporaines, notamment celles du Bassin méditerranéen. Doit-on en effet privilégier cette dimension très européenne dans des villes qui n'accordent pas nécessairement, et partout, une valeur absolue à la propriété formelle de l'espace ? Peut-on confiner des sociétés extraverties, pour lesquelles l'extérieur (le dehors, le plein air) a une plus grande valeur d'usage que l'intérieur (l'espace habité, construit), ou dans des espaces strictement bornés et à l'accès réglementé ?

Poser *a priori* une grille d'analyse réductrice n'a pas été sans conséquences, car les résultats des analyses académiques ont souvent servi de légitimation de l'aménagement de l'espace. La reconstruction du centre-ville de Beyrouth peut être avancée comme exemple heuristique. Mais sans doute la conséquence inattendue a été une certaine timidité des scientifiques à remettre en question les départs conceptuels et les problématiques classiques, et à proposer des pistes pour explorer d'autres entrées. Curieusement, les rapports de l'espace public à la modernité, au genre, aux modes de production économique, à l'histoire ou à la dimension symbolique n'ont que très peu retenu l'attention des auteurs travaillant sur Beyrouth. Est également absente des études la pratique réelle de l'espace public par les différents segments de la société libanaise, y compris les composantes religieuses, ce qui est *a priori* surprenant quand on sait l'importance du confessionnalisme au Liban. Mais peut-être a-t-on tout simplement donné de bonnes réponses à de mauvaises questions.

Notre contribution proposera une lecture de la ville de Beyrouth aux prismes de la modernité et de la postmodernité, de la centralité économique et de ses liens avec la globalisation, enfin, du champ symbolique. Ces entrées menées en parallèle proposeront des relectures convergentes des espaces publics observables dans le Beyrouth contemporain. Dans ce but, nous proposerons tout d'abord une lecture rapide de la formation des

espaces emblématiques de la ville entre la fin du XIXe siècle et la période actuelle. Cette présentation relèvera la relation, souvent synchrone, entre les bouleversements économiques, politiques ou sociaux qui ont affecté la ville et ses espaces centraux d'une part, et l'émergence de formes et de pratiques de l'espace public, de l'autre. Loin de constituer un *continuum* typologique, ces espaces sont différentes tant par leur origine, leur expression matérielle et leur appropriation ; ils sont en outre traversés par des ruptures, des régressions ou des accélérations différentes. Les évolutions diachroniques des différents quartiers, leur mise en relation avec les modes de production économique et les phases de la modernité forcent alors à une reformulation du concept.

Centralité économique, espace public et modernité à Beyrouth

Les centralités urbaines de l'agglomération beyrouthine sont un sujet complexe et déroutant à traiter, tant sont réelles les difficultés de localiser actuellement un centre urbain majeur ou de déterminer, pour le moins, ce qui fait sens autour de ce mot. Si, dans les autres villes du Proche-Orient, le centre d'une ville dit *balad* ou *mdineh*, est aujourd'hui repéré au plan spatial et intériorisé par la population, toutes classes et professions confondues, à Beyrouth, cette reconnaissance est problématique, tellement la ville a connu de transformations brutales durant les trente dernières années. Le centre économique ottoman a été rasé, et le centre français réhabilité mais vidé de son sens. Des centralités de remplacement sont apparues ailleurs dans l'agglomération et des centralités récentes surgissent encore dans les périphéries dynamiques. Nous proposons une lecture chronologique de la production de ces espaces, afin de mettre en surbrillance les relations entre modes de production économique, phases de la modernité et formation d'espaces publics.

Les deux premières modernités

Vers la fin du XIXe siècle, Beyrouth était dotée de deux centralités urbaines : d'une part, les souks classiques de la vieille cité *intra muros*, et d'autre part, les souks ottomans récents, l'interface entre le monde de la production industrielle, l'Europe, et le monde de la consommation, le Levant.

La ville *intra muros*, que l'on appelait *balad*, la cité par excellence, était le substrat d'une identité spécifique, le lieu où la population beyrouthine travaillait, négociait, s'approvisionnait et priait. Aux environs de ce noyau, les quartiers de la modernité ottomane et du commerce international (Davie M. 2001a ; Fawaz 1983) : la place des Canons (ou *sahat al-Burj*) et le nouveau port. Ces derniers quartiers mettaient en scène les retombées du capitalisme international sur cet espace-tampon qu'était alors Beyrouth, entre la Méditerranée et le Levant. Au-delà de ces centres, les faubourgs résidentiels et le monde rural.

Durant le Mandat français (1918-1943), les anciens souks sont éviscérés pour un projet global d'aménagement, à l'origine conçu par les Ottomans mais revu et exécuté par l'autorité mandataire pour les besoins de l'économie coloniale. Un nouveau centre civique émergea autour de la nouvelle place de l'Étoile (Davie M. 2003) et dans le quartier du port, tous les deux occupés maintenant par une bourgeoisie commerçante plus en phase avec le monde européen des affaires qu'avec l'*hinterland* traditionnel ou avec les réseaux sociaux et économiques complexes de la population qu'elle venait d'évincer (Davie M. 1996 ; Davie 2005b).

Par l'adoption définitive de la culture capitaliste, l'élite économique était passée d'un monde prémoderne, celui de l'artisanat, du commerce et du cabotage levantin, à celui de la modernité et de ses réseaux internationaux contemporains. Le capitalisme finit par balayer aussi l'organisation « à l'ancienne » des souks, remettant en question la structure patriarcale de l'ordre marchand. L'individualisme émergeait, associé à un éclatement de la famille élargie, et que la nouvelle architecture (la maison ottomane « aux trois arcs » puis la maison du Mandat) traduisait à merveille dans le paysage urbain et suburbain (Davie 2003). Le Beyrouthin moderne accédait au statut d'homme libre et, partant, de citoyen. Rationalité, positivisme, doute systématique et valeurs démocratiques républicaines firent que la bourgeoisie marchande eut à recomposer ses codes sociaux et ses pratiques de l'espace. Les résultats de ce processus, largement entamé durant les dernières décennies de l'Empire ottoman, furent particulièrement visibles durant le Mandat. Cette catégorie sociale, au contact avec les fonctionnaires et les militaires français, imposait et pratiquait maintenant tout naturellement les cafés, les restaurants, les théâtres, les cinémas, les bains de mer, les cabarets, les bordels à l'européenne (Khalaf 2006). De nouvelles manières de meubler la maison et de s'habiller accompagnèrent un changement aussi dans le divertir et le manger (Sehnaoui 2002).

Ces bouleversements « ottomano-français » eurent lieu en presque deux générations : des années 1880 à 1930. Ils s'accompagnèrent d'un renforcement de la charge symbolique du *balad*, soulignée par la présence de mosquées et de cathédrales, de jardins publics et de bâtiments officiels (Davie M. 2001b) : une centralité culturelle étayée par une centralité culturelle et politique et qui allait perdurer jusqu'aux années 1950. Il est remarquable que l'espace central beyrouthin (et donc, ses espaces publics) était en tout cas moderne d'aspect et aussi indiscutablement masculin, autant, d'ailleurs qu'en Europe à la même époque.

Indiquons en revanche ici, pour la même période, des espaces qui ne répondaient pas à ce modèle citadin : les camps des réfugiés arméniens installés en périphérie de la ville. Là, depuis le début des années 1920, les Arméniens tentaient de reconstruire leurs sociétés d'origine de la Cilicie ou de la Turquie orientale dans des espaces autarciques et de solidarité ethnique, et fortement quadrillés par des partis au recrutement endogène (Kévorkian, Nordiguian & Tachjian 2001). La question des espaces publics se posait — et se pose toujours — dans d'autres termes que dans le cœur de Beyrouth.

Les « Trente glorieuses » libanaises, une remodernisation

Le départ des troupes françaises, en 1946, fut accompagné par deux faits majeurs : d'une part, un Liban devenu indépendant et désormais formellement libre aux plans économique et du développement, et, d'autre part, la montée en puissance des États-Unis, leur velléité de contrôle des ressources du Proche-Orient et leur souci d'imposer leur interprétation propre de la modernité, face à celle du bloc soviétique. Des espaces beyrouthins allaient matérialiser cette nouvelle donne géopolitique, concomitante à un pouvoir politique libanais délibérément maintenu faible, pour garantir un libéralisme économique complet. Restait à inventer l'espace de cette stratégie.

Du centre-ville, engoncé dans des logiques commerciales classiques et coloniales produites par le Mandat et par des familles maintenant conservatrices, a émergé une nouvelle génération, consciente des opportunités qu'offraient le lieu et le moment. Nouveaux marchés, nouvelle clientèle et villes émergentes, tant au Liban qu'ailleurs dans le Monde arabe, notamment dans la péninsule arabique, nécessitaient de nouveaux intermédiaires.

L'arrivée de cette nouvelle classe fut par ailleurs soutenue par deux autres faits marquants qui ont rendu possibles la « sortie » du centre-ville et la formation d'une nouvelle polarité : les retombées de la guerre israélo-arabe de 1948 et les dépôts bancaires des capitaux pétroliers régionaux. La guerre de 1948 a repoussé vers le Liban des flots de réfugiés palestiniens, dont une part notable de la bourgeoisie aisée, commerçante ou entrepreneuriale, de même que des universitaires et des cadres de la Palestine morte-née. Dans les années 1950, la rente pétrolière, ajoutée aux capitaux palestiniens et des émigrés libanais, et aux fortunes locales, a été investie dans l'immobilier, misant sur un ancrage spatial qui ne pouvait être satisfait par le parc du centre-ville, saturé et fonctionnellement dépassé. Tout plaidait pour la construction d'une nouvelle centralité à l'image de la réalité économique actuelle et du basculement du mode de production. Ce fut le quartier Hamra.

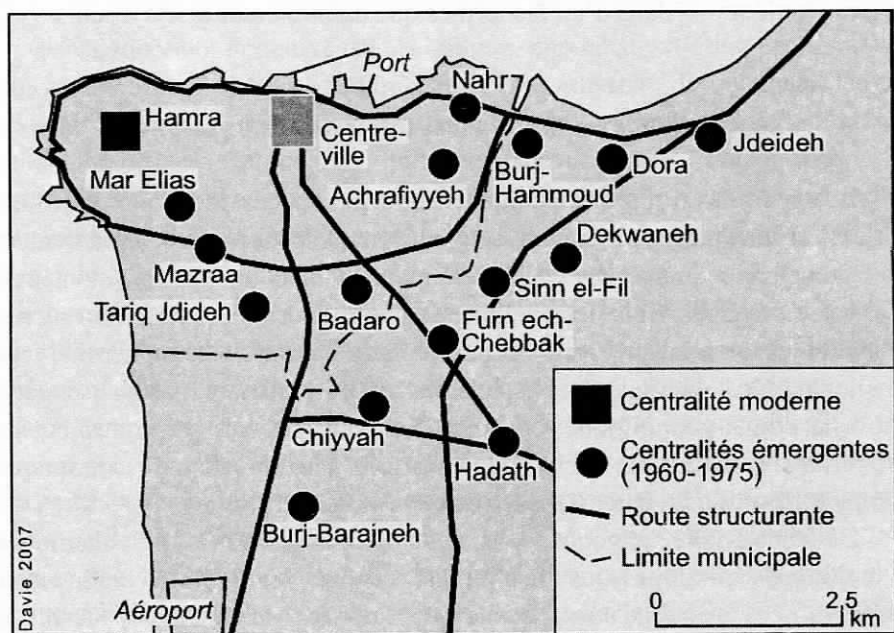


Fig. 1 : Les centralités émergentes à Beyrouth (années 1950-1970)

Le nouveau type d'économie, constitué essentiellement de services, a naturellement produit des espaces publics différents de ceux du centre-ville. Ainsi, dans ce quartier, de surcroît proche de l'Université Américaine de Beyrouth qui véhiculait normes, codes et modes anglo-saxons, les banques et les bureaux internationaux de représentation, les cinémas, les supermarchés et les cafés brassaient une population de plus en plus nombreuse à ne plus s'identifier, au quotidien, avec le centre ville (Boudisseau 2001 ; Khalaf & Kongstadt 1973). Elle s'en différençait, progressivement, par les relations sociales, les formes de l'expression religieuse, le comportement politique ou par la mode vestimentaire, les accents du parler et les types de loisirs. La modernité s'exprimait pleinement par l'individuation, le rejet du contrôle par la famille, l'adoption de nouvelles idéologies, souvent marxistes, pan-arabes et révolutionnaires. Le campus de l'Université, les cafés de la rue Hamra, les appartements modernes, d'autres temporalités concourraient à façonner la liberté d'expression politique et artistique. Ici, les femmes s'émancipaient avec une autre relation au corps. Les mœurs sexuelles contrastaient également avec celles du centre-ville : la vie en couple non marié ou l'homosexualité pouvait s'exprimer. La rue remplaçait la place, et les cafés-restaurants climatisés les cafés à *narghilé*. L'espace public continuait à s'exprimer sur le mode moderne, mais revisité par l'économie et les logiques américaines du capitalisme financier et de services.

Des centralités de périphérie

Vers la fin des années 1960, pendant que Hamra consolidait son emprise sur la partie occidentale de la ville, d'autres pôles, encore mineurs, ont émergé. Sur les franges en continuelle expansion de la ville, à Mazraa, Badaro, Achrafyiyeh, Sinn el-Fil, Furn ech-Chebbak, Jdeideh, Chiyah, Burj-Brajneh ou à Antélias, alimentées par l'exode rural maintenant déferlant, des quartiers entiers sont nés et se sont progressivement structurés. Ils répondaient à des clientèles précises, triées selon les logiques du regroupement familial, images à leur tour des origines géographiques des immigrants. Ces populations se retrouvaient dans des milieux de moindre urbanité, à solidarité de groupe vivace. Très marquées au plan sociologique par leur appartenance rurale (Khuri 1975 ; Pharès 1977), elles ont « importé » vers la périphérie de la

ville la prémodernité des campagnes et des villages libanais, constituant une sorte de ceinture prémoderne, traversée par des allégeances encore semi-féodales masculines (Younes 1999), autour des deux centralités de modernité différente qu'étaient le centre-ville et Hamra. Leurs espaces publics, d'ailleurs peu visibles en ville, perduraient en revanche dans leurs lieux d'origine, les villages et les hameaux, que la population retrouvait durant les congés, les fêtes et les moments forts de la vie de la communauté ou de la famille.

Notons que ces espaces émergents étaient eux-mêmes mités par des espaces encore plus marginaux au plan sociologique et par rapport à la ville : les bidonvilles et les camps de réfugiés palestiniens. Lieux d'une vie politique repliée et de solidarités nationales ou ethniques intenses (kurdes, syriaques), ils ont secrété des centralités propres, intimes et précises, où l'identité individuelle ou collective se voyait confinée à l'intérieur de périmètres physiques clairement balisés (Gorokhoff, 1984 ; Khalili 2004, 2005 ; Sayigh 1979, 1994). C'est dans ces endroits que l'espace public se résumait à des lieux de la solidarité familiale de type rurale, masculins, fortement encadrés et surveillés par le groupe, face auquel l'individu, au sens moderne du terme, s'effaçait.

C'est d'ailleurs dans ce contexte spatial, morphologiquement et socialement bigarré, sinon fragmenté, que la guerre civile a éclaté en 1975. Dès 1976, la neutralisation du centre-ville est réalisée, le front militaire séparant la capitale en deux espaces introvertis et antagonistes. Deux ans plus tard, avec l'arrivée massive des réfugiés de l'invasion israélienne de 1978, Hamra bascule. En quelques jours, ce quartier s'est « ruralisé », mettant en avant accents, habits, idéologies et codes sociaux singuliers. Les espaces de la mixité, de l'échange et de l'expérimentation de la modernité disparurent, au profit d'un environnement résolument prémoderne, marqué par des pratiques spatiales et sociales réglementées par la sphère clanique ou religieuse (Boudisseau 1993). Entre le gommage du centre-ville et l'effacement de Hamra, Beyrouth fut privée de ses deux lieux forts au plan symbolique.

Dans le même temps, en bordure de la ville, hors de portée des fronts militaires, banques, commerces, bureaux d'affaires et agences se sont installés, imposant dans des cœurs de villages ou dans les banlieues une frénésie de spéculation foncière. Pendant que le centre-ville était en train d'être progressivement détruit par des opérations militaires et Hamra enfoncée dans une anomie, la périphérie se développait à un rythme rapide du fait de nouveaux acteurs. La destruction et le pillage du centre-ville, puis le monopole

sur l'activité économique par les milices a permis aux chefs de guerre de structurer leurs territoires respectifs, polarisés par ces centres émergents (Davie 1994). Ces nouveaux espaces étaient continuellement vivifiés par la remise de fonds produits par l'émigration temporaire de travail et par le financement de la guerre par des puissances régionales et internationales. Un recentrage curieux de l'agglomération s'en est suivi, constitué d'un archipel de petites centralités non hiérarchisées.

Cette reterritorialisation milicienne, dans un contexte économique de type mafieux, a nécessité une mise au pas de la population urbaine et suburbaine, tant au plan idéologique que pratique. Les intérêts de l'individu devaient s'effacer devant la destinée du groupe, les convictions personnelles se taire devant la langue de bois de la milice, l'ordre prévaloir sur les libertés, la morale et la discipline des corps sur l'hédonisme. Des modes de contrôle archaïques gommeront alors le type d'espace public moderne préexistant dans la ville devenue le support de cette mise en scène milicienne. Les territoires étant maintenant monochromes et étanches aux plans politique et économique, le terme « féodaux » conviendrait d'une certaine manière pour catégoriser les espaces dits publics ainsi secrétés. Ceux-ci rejoignaient la logique des zones prémodernes, les banlieues de l'avant-guerre, avec, en prime, un quadrillage totalitaire des espaces et des esprits. Aussi, ils ne pouvaient être que masculins.

Quant au centre-ville, il devint l'épigone de l'anomie et de l'atopie, l'expression aboutie de l'urbicide. Lieu de mort, de barbarie, de la fin de tout ordre, ses secteurs ne produisaient plus de sens. La guerre elle-même se faisait selon des logiques anté-modernes, ré-inventant des citadelles et des murs occupés par des milices privées, autant de tribus avec des drapeaux (Glass 1991) contrôlant de minuscules territoires assujettis à des mégalomanes. Les centralités historiques disparaissaient, et avec elles, toute sorte d'expression de la chose publique.

Un nouveau centre-ville : une réinterprétation de l'espace public

À la fin de la guerre, de ces fragments de ville, il a fallu recréer une entité porteuse de sens et de futur, postulant le besoin d'un centre unique, vital à son progrès : un centre-ville reconstruit. Celui-ci devait symboliser le modèle tant vanté de la prospérité et de la coexistence nationale. Économiquement

rentable car central, il devait également être symboliquement puissant car indispensable à la refondation d'identités urbaines et nationales. Dans ce but, un modèle explicatif simple fut mis en avant : le centre-ville d'avant-guerre était à la fois l'espace public premier et le lieu emblématique de la prospérité. Puisant dans une histoire utopique, les concepteurs de la construction, relayés par des travaux académiques inspirés de Barthes (1957) et de Habermas (1993), avaient en effet postulé que le centre-ville d'avant-guerre avait été l'espace public privilégié et magique, l'endroit de la rencontre obligée et de la coexistence pacifique, un espace commun pour l'apprentissage de la citoyenneté. Pour retrouver ce lieu enchanté, il fallait donc nécessairement passer par une refondation de l'ancien centre, mais dans un cadre matériel en phase avec la mondialisation de l'économie. Autrement dit, il fallait le « moderniser », pour la troisième fois en cent ans...

En généralisant à outrance les mythes, l'histoire et la géographie, tout en adoptant le modèle orientaliste de la ville arabe, les concepteurs ont pu fétichiser une ville imaginée ou rêvée, couvrant de « la dignité sacrée de la science des rêveries personnelles ou des décisions politiques » (Castells 1969 : 83). Grâce à une démarche circulaire, il devint possible d'affirmer que la reconstruction de la ville devait passer par la reconstruction de souks (en fait des *shopping malls* !), assimilés à des espaces publics incontournables pour étayer la pacification des relations sociales entre les Libanais. Cette approche reposait sur le postulat que Beyrouth était traversée par des clivages ancrés dans les appartenances religieuses, une caractéristique des sociétés orientales prémodernes (Nasr 1979 ; Ruppert 1999 ; Khalaf 1993, 1998, 2006 ; Saadeh 2001 ; Soffer & Stern 1986). Dans un espace-mosaïque d'identités reconstruit vivaient en parfaite harmonie toutes les religions, exorcisant le traumatisme de la guerre (Awada-Jalu 1997) et démantelant la « Geography of fear » (Khalaf 1993 ; Tuéni 1997), ce qui confirmerait la réussite du modèle libanais de coexistence.

Brièvement, c'est dans des lieux précis, les souks, que l'interaction se serait effectuée, donnant lieu à un véritable espace public (Beyhum, 1991, Beyhum & Maila, 1991). Pour les concepteurs, il fallait donc retrouver, grâce à une reconstruction non pas spontanée, mais planifiée et encadrée par des professionnels, « a sense of place », le *genius loci* de la ville. Ce lieu recomposé jouerait alors son rôle naturel de rencontre et de brassage de la diversité libanaise (Gavin & Maluf 1996), produisant une riche société civile (Rowe & Sarkis 1995).

Cette thèse reposait aussi sur d'autres postulats : le centre-ville redeviendrait la porte d'entrée du Liban dans l'économie mondialisée en servant de marchepied aux pays de la région. Le centre-ville serait la tête de réseau des villes du Proche-Orient arabe, le métasystème du système local (Brunet *et al.* 1992). Lieu de l'intégration du pays tout entier à la métropole, il constituerait le *core area* national stratégique qui exprimerait l'imbrication, sans ruptures et à toutes les échelles, du local au mondial. Plus qu'un espace public dans la ville, il serait l'espace de *tous* les Libanais, voire l'espace pour *tous* les acteurs de la mondialisation.

Le projet posait cependant problème, que de nombreux auteurs ont souligné (Naba 1999 ; Perthes 1997 ; Denoeux & Springborg 1998 ; Schmid 2006 ; Collamarco 1999). La relation ambiguë entretenue entre le pouvoir politique et le pouvoir décisionnel de la compagnie chargée de la reconstruction et l'arbitraire des décisions concernant la propriété foncière remettaient en cause les vertus affirmées de l'opération. Car, dans un pays où le libéralisme était érigé en dogme national, un quartier entier de la capitale venait d'être privatisé et le centre historique rasé pour assurer une prétendue régulation morphologique et sociale. Ce dirigisme signalait surtout l'intégration du centre-ville dans le mode de production spécifique du capitalisme affairiste de la fin du XXe siècle, dont les *modus operandi* sont connus : le rôle central et totalitaire de la propriété privée, la mise en réseau mondialisée des acteurs économiques, une circulation rapide de flux monétaires opportunistes en quête de profits immédiats, la criminalité financière, la précarité des emplois, la confusion entre les sphères politique et économique, l'indifférence aux questions environnementales... Et surtout, le contrôle total de l'espace et du public.

C'était pourtant dans cet espace que les concepteurs affirmaient vouloir « reconstruire » l'espace public. Un espace *a priori* vertueux de la citoyenneté, porteur des avantages de l'échange interpersonnel. À leurs yeux, traiter les symptômes de la crise sociale (l'anomie, l'incivilité, les replis identitaires des communautés) passait par des espaces à capacité d'hospitalité et d'aménité, capables de pacifier les relations sociales et développer les sentiments d'appartenance à une même « cité » (Lévy & Lussault 2003). Espace privé, il est cependant exclusivement marchand et financier, voire simplement ludique, sans qu'aucune place ne soit accordée aux petits métiers, à l'informel, au hasard, à la sérendipité. Par ce tri économique, il ne sera plus de fait que l'espace

central des catégories aisées, celles, justement, qui soutiennent le modèle de la libéralisation à outrance de l'économie par leur prise de possession de la sphère politique. L'espace public sera ainsi réduit à l'espace réservé à un public complice reposant sur des décisions d'acteurs privés, au comportement de type encore prémoderne, voire archaïque.

En attendant, ce même espace est mis en scène pour entretenir le mythe de son appropriation par l'ensemble des composantes du pays. L'archéologie même est mobilisée pour ancrer le projet dans l'histoire et dans les mythes fondateurs de la cité. La religion, par le biais de la réhabilitation des édifices culturels et par la construction de la plus grande mosquée du pays, est mise à contribution pour donner corps au mythe de la coexistence nationale. Enfin, des mises en scène culturelles, grâce à la piétonisation du centre-ville, des expositions et des concerts en plein air sont régulièrement organisés pour dynamiser ce centre en attendant sa résurrection totale.

L'échec de ce projet se mesure, sans doute, par la très faible part laissée à la dimension symbolique. Le *balad* est maintenant appelé *down-town* (le choix de la langue et du glissement sémantique sont signifiants), un lieu de visite en famille, de flânerie et de consommation. Aucune pratique déviante n'est tolérée par les gardes privés ou par les pelotons de l'Armée chargés de garantir la sécurité. D'ailleurs, il a été fermé à plusieurs reprises et interdit au citoyen durant des semaines, pour des « raisons de sécurité ». Pas de place à l'expression individuelle, à un comportement non codifié, à la gratuité. Pas de place non plus à une expression politique autre que celle des maîtres du lieu, dans ce milieu aseptisé, propre de manière monomaniaque car continuellement balayé et nettoyé, en permanence quadrillé par des vigiles et privatisé jusque dans les réseaux de la voirie. Ici, l'espace public ne peut prendre son acception « moderne », l'individu et ses opinions cédant la place aux volontés du capital, le questionnement réduit à la langue de bois sur le développement et la modernité, les choix personnels s'effaçant devant la norme indiscutée de l'ordre et de propreté. L'espoir d'un futur économique meilleur, équitable et partagé est prisonnier des cours de la bourse européenne, américaine ou japonaise, de l'humeur des investisseurs, de la donne politique locale, de décisions personnelles. La production économique est réduite à la spéculation foncière et financière, la nation — ce dernier refuge symbolique — s'estompant en un sens face à la privatisation et la mondialisation. L'espace public du centre-ville est à

l'image de cette réalité internationale : performant, fonctionnel, contrôlé. Et donc masculin de logique.

À l'ère de la globalisation, la ville retournée

Le pari d'un centre-ville pour métropoliser la capitale se heurtait aussi à une réalité locale : durant les années de la guerre, des centres de rechange s'étaient consolidés chacun à sa manière et constituaient maintenant une véritable nébuleuse de pôles vivaces dans l'agglomération. En l'espace de quelques années, la rue de Verdun, Hamra, le triangle Mazraa-Ramlet el-Bayda-Jnah, Furn el-Chebbak, Jdeidé-Zalqa-Antélias, ont polarisé les activités de la capitale. Partout, la périphérie devenait ville ; elle ceinturait une agglomération au centre encore vide d'hommes, d'activités et de sens. Le cœur a migré vers les marges : Beyrouth, la ville retournée.

De forme allongée, le nouvel espace stratégique de la ville, la somme de centralités souvent spécialisées, s'étire aujourd'hui de Jnah, au sud, à Dbayyeh, au nord. Cette « Banane bleue beyrouthine » — nommée ainsi en clin d'œil à la « Banane bleue » européenne — concentre l'essentiel des activités d'une agglomération qui abrite un Libanais sur deux (Davie 2001, 1999). Elle est structurée par des voies rapides et par des boulevards internes — la voiture individuelle étant cause et effet de ces centralités récentes induites par des acteurs privés, socialement et géographiquement mobiles et souvent jeunes, de la moyenne bourgeoisie.

Ici, une fois débarrassé de la chape des milices, l'individu renaît. En attendant une reconstruction problématique du centre-ville, il s'est déployé autrement, s'acclimatant à une nouvelle réalité économique, sociale et spatiale. En un laps très court, il renoue avec la modernité, rejetant les excès des identités claniques et confessionnelles étroites imposées durant la période de la guerre. Grâce aux réseaux maintenus vivaces avec l'extérieur par le biais la diaspora libanaise, il se rattache sans peine au monde globalisé, et sans passer par les intermédiaires du centre. Mais parallèlement à cette mue qui le libère des archaïsmes prémodernes de la guerre, il opère également un glissement vers la postmodernité. Ses attaches au local s'amenuisent avec un scepticisme face aux métarécits nationalistes, aux mythes fondateurs de sa communauté ou de son pays. Le repli sur soi se traduit par une distanciation vis-à-vis des

religions instituées, et par l'expérimentation de nouveaux courants de pensée syncrétiques, ou avec des *designer religions*. Les sectes font leur apparition, autant de réseaux de petits groupes, de « tribus » éphémères (Maffesoli 2000, 2004). Face à l'ampleur des destructions de la guerre, à la désaffiliation progressive de la société, aux effets de la pollution et de l'urbanisation sur l'environnement, à l'effondrement des idéologies socialistes ou communistes ou du nationalisme arabe, mais aussi libanistes, à l'éclatement des normes traditionnelles et à l'irruption des médias numériques dans son espace intime, l'individu découvre d'autres dimensions de son être. Ses horizons se forment alors en continu, en fonction de ses choix strictement personnels : un cosmopolitisme à la carte est revendiqué. Le « postmodernisme liquide » (Bauman 2000) fait son entrée, notamment parmi les jeunes, mais sans être un phénomène ubiquiste. Des poches, des taches éphémères aux contours flous, des espaces évanescents, pointent dans un ensemble urbain périphérique et annoncent des formes de « parcellitisme » (Caillé 2005).

L'espace public est celui de la consommation, du ludique éphémère, du spectacle (de soi, des autres) ; l'appartenance politique traditionnelle est remplacée par le sentiment et l'affect, avec un rejet de la société de masse, cette dernière étant pourtant une des formes de la modernité classique. Les corps disent cette nouvelle identité, les *coming out* masculins ou féminins étant assumés ou tolérés par de larges pans de la société, qui acceptent progressivement l'hédonisme après le prêt-à-penser de la guerre et de la reconstruction. L'expérimentation s'effectue également au plan culturel, avec une explosion du nombre d'expositions, de conférences, de concerts ; au plan linguistique, l'anglais, le français, l'arabe (et même un peu de srilankais, de philippin, d'italien, de grec et de russe) se mêlent joyeusement dans des argots éphémères. Le métissage est de règle et il est revendiqué et accepté (Davie 1997).

C'est dans cet espace désordonné, coincé entre la montagne et la mer que se concentre pratiquement tout type d'activité. S'y exercent aussi bien la fonction résidentielle, financière et commerciale : banques, compagnies d'aviation, grandes surfaces et supermarchés, revendeurs de voitures, restaurants et *fast-food*, hôpitaux, écoles, lycées et antennes universitaires, cinémas et théâtres, lieux de culte, ambassades, ateliers, entrepôts, cliniques et cabinets d'avocats, permanences politiques, administrations publiques, centres de télécommunication, hôtels, night-clubs, tripots et bordels.

Cet espace minéral, bruyant, sans charme et sans intérêt architectural et de surcroît congestionné, se présente maintenant comme le concurrent — spontané et involontaire — du centre-ville. C'est ici que la ville *est*, qu'elle offre toute la diversité des identités, des comportements, des choix, du débat. La "Banane bleue" est le lieu confus d'accueil de toutes classes et couches sociales et de toutes activités, formelles ou informelles, comme de toutes identités et déviances. Ici, dans une ambiance de laisser-faire, l'économie nationale et régionale prend racine, incluant ironiquement même quelques éléments de la sphère de la globalisation, faisant converger des cultures partagées (Beydoun 1994). Accueillant toutes sortes d'idéologies, elle n'en impose aucune ; d'ailleurs, aucun *zaim* n'est associé à cet espace et aucun ne le revendique. Gérant cet espace, les municipalités permettent — médiocrement, il est vrai — des formes de démocratie locale. C'est la ceinture de la petite bourgeoisie, démographiquement jeune et qui secrète compétences et idées nouvelles, tout en consommant la culture de masse du moment. À la fois ville et entrée de ville, cet espace produit une multitude d'urbanités particulières.

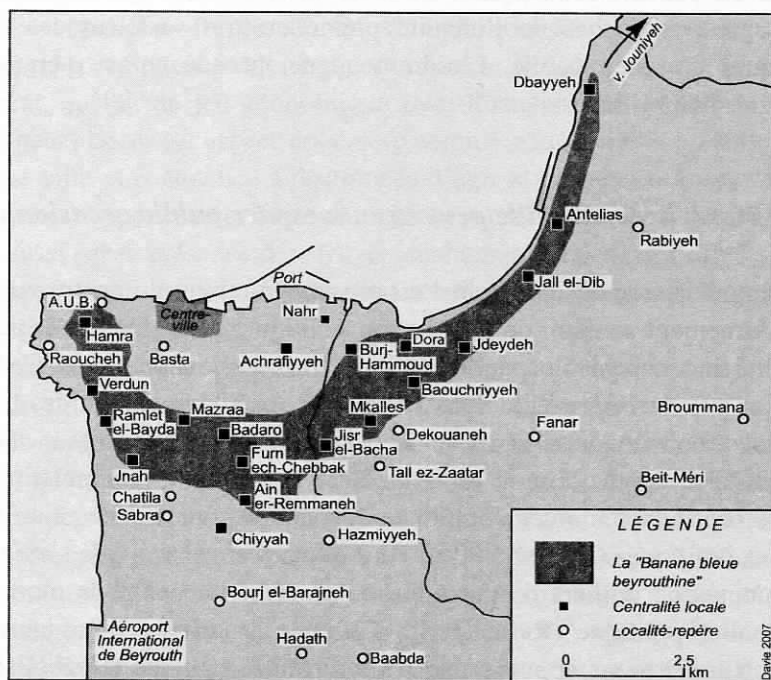


Fig. 2 : La « Banane bleue beyrouthine »

Cette « Banane bleue » beyrouthine exprime la centralité à toutes échelles confondues, de celle du quotidien à la globalisation ; elle est manifestement l'espace central, le *core area*, de l'agglomération et du Liban, se rapprochant du coup du modèle des *edge cities*. Ses espaces publics sont variés, répondant aux besoins de toutes les catégories de la population, offrant toutes les échelles d'application, toutes les temporalités, toutes les dimensions, toutes les pratiques. Elle est déjà en partie postmoderne.

Et au-delà, des espaces publics prémodernes ?

Au-delà de cet espace, s'étend le monde des identités plus affirmées, souvent crispées, dans lesquelles la religion et la tradition sont prégnantes. C'est l'espace des quartiers informels et des bidonvilles, des villages devenus soudainement des bourgs importants suite aux déplacements forcés de la population durant la guerre. Encore très marqués par des logiques familiales, de clan ou par des *zaims*, par l'extériorisation de la religion, ces espaces constituent des poches de l'identité prémoderne et secrètent des formes archaïques d'espace public. L'ordre y règne, pensée unique permanente, idéologies nombrillistes.

Et pourtant, le centre-ville peut être un espace public occasionnel

Malgré la grande diversité d'espaces beyrouthins, le centre-ville, par un retournement soudain de la situation politique, a récemment acquis une centralité incontournable par le biais de l'expression politique. Certes, il ne s'agit pas du centre-ville dans sa totalité, mais simplement des terrains vagues qui constituent aujourd'hui la place des Martyrs (ou *sahat al-Burj*). Il n'empêche, depuis le mois de mars 2005 notamment, la population s'est parfaitement adaptée à ces contraintes physiques pour mettre en scène ses opinions politiques (Khalaf, 2006). Tour à tour, cet espace vide s'est rempli de centaines de milliers de personnes pour protester contre la mort d'une personnalité politique (Rafic Hariri, Gebrane Tuéni) ou d'un journaliste (Samir Kassir), pour appuyer une revendication politique (Hezbollah), ou pour accueillir un exilé (Michel Aoun). L'appropriation du vide illustre bien

la quête d'une population d'ancrages spatiaux et de repères symboliques, à la fois dans une ville retournée et dans un espace national fragmenté et anémique.

Ainsi, durant une journée, la place des Martyrs (rebaptisée « place de la Liberté », son quatrième nom en cent ans) est devenue un espace festif, colorié, tranchant avec l'espace minéral, aseptisé et contrôlé de la veille. Drapeaux nationaux ou partisans, calicots et vecteurs divers (peinture corporelle, écharpes, chapeaux, T-shirts, etc.) signalent le marquage territorial du lieu et du moment (Tueni & Khoury 2005). Durant ces moments, peut-on sans doute voir l'émergence d'un espace public au sens classique. Dans cet espace de débat et de revendications politiques avec les « tentes de la liberté » (Bayoumi 2005), de nouveaux rituels ont émergé, rompant les liens politiques traditionnels verticaux et exaltant « la société en réseaux, les connexions horizontales, les relations égalitaires et la mobilisation par choix s'adressant à des individus. [...] L'espace est devenu public, et le politique replacé au centre de la Cité » (Chaoul 2005). Bien que le public s'est exprimé intensément, notamment par le rejet de la « culture de la discorde » (Corm 1986), ces nouvelles formes d'expression politique sur un espace public réapproprié n'ont pas durablement contaminé le lieu du politique formel, le parlement, du fait du jeu géopolitique inter-libanais (Davie 2005a). De ce fait, on peut classer cet espace éphémère comme « moderne », un simple îlot dans une ville plus attachée à des modes d'agir et de penser conservateurs, peu encline à expérimenter la révolution des idées. Mais le postmodernisme pointe aussi par la présence de « tribus » éphémères, liées par l'affect, par le « butinage » politique, par le refus des métarécits idéologiques classiques et par l'indifférence au genre.

Mais sans doute faudrait-il souligner ici qu'en parallèle, l'espace public a pris d'autres dimensions, très efficaces : télévisuelle, avec la multiplication des émissions de débat politique ; la presse, avec des analyses sans complaisance ; Internet et les forums et le tchat ; enfin le téléphone mobile et depuis peu les SMS (Kassir 2005). C'est tout l'espace qui devient progressivement public : le privé — à l'exclusion de l'espace intime ? —, le domestique, les espaces de proximité (trottoirs, entrées d'immeuble...), les commerces, les bureaux... Est-ce à dire que tout l'espace est maintenant territorialisé, mais de manière éphémère, par un public qui expérimente des postures postmodernes ?

Conclusion

Pour schématiser à l'extrême, en un siècle, Beyrouth a présenté cinq modèles de centralité, exprimant les différents modes de production du capitalisme et secrétant des types particuliers d'espace public. Dans un espace historiquement constitué, le centre-ville ottoman et français, façonné par le capitalisme industriel et marchand des XIX^e et XX^e siècles, a remplacé la ville des petits métiers. La société urbaine « traditionnelle » arabe, encadrée par le système communautaire, de corporations et de quartiers, cède progressivement la place à l'individuation et aux valeurs (relues, certes, au prisme de la culture locale) de la modernité occidentale. Ce passage s'exprime par le remodelage de la ville et de son architecture, donnant lieu à des formes nouvelles de pratique de l'espace.

La seconde étape débute aux lendemains de l'indépendance, qui voit émerger le pôle de Hamra, accompagnée de pratiques spatiales et sociales, plus en phase avec la modernité anglo-saxonne, issue du capitalisme industriel américain et de ses services. Le paysage urbain traduit immédiatement ces mutations, par les cafés, les cinémas, l'autonomie des individus et de la cellule familiale, avatars du modèle américain. C'est le lieu de l'expérimentation culturelle, mais aussi de la théorisation des nationalismes pan-arabes ou palestiniens. Lieu de débat et de démocratie, il est « moderne » par nature.

La guerre civile, introduit un troisième modèle: un repli identitaire, économique et culturel sur des espaces totalitaires, assiégés, apparentés au monde féodal. L'espace public, dans le sens collectif, disparaît au profit du pouvoir milicien. L'espace devient un enjeu stratégique (Davie 1994) et nul ne peut échapper au contrôle des cœurs et des esprits. L'espace n'est plus qu'un support pour glorifier le parti, les chefs, les martyrs, les exploits militaires (Chakhtoura 1978 ; Davie 1993). Loin des fronts militaires émergent un semis de centralités progressivement outillés pour gérer le passage vers un capitalisme financier et de services.

Le quatrième modèle se présente avec la consolidation de la nébuleuse des centralités périphériques en une « Banane bleue » correspondant aux exigences de l'économie contemporaine. Espace désordonné mais libre de toute contrainte étatique ou idéologique, il secrète toutes les échelles de l'espace public, grâce surtout à l'individuation de la population. Commerces et résidences s'entremêlent, comme les niveaux sociaux, les origines

géographiques, les confessions. Ici, l'individu se retrouve en tant que tel et exprime ses choix politiques, culturels ou sexuels : c'est l'espace de la modernité classique retrouvée. Certaines poches sont même postmodernes.

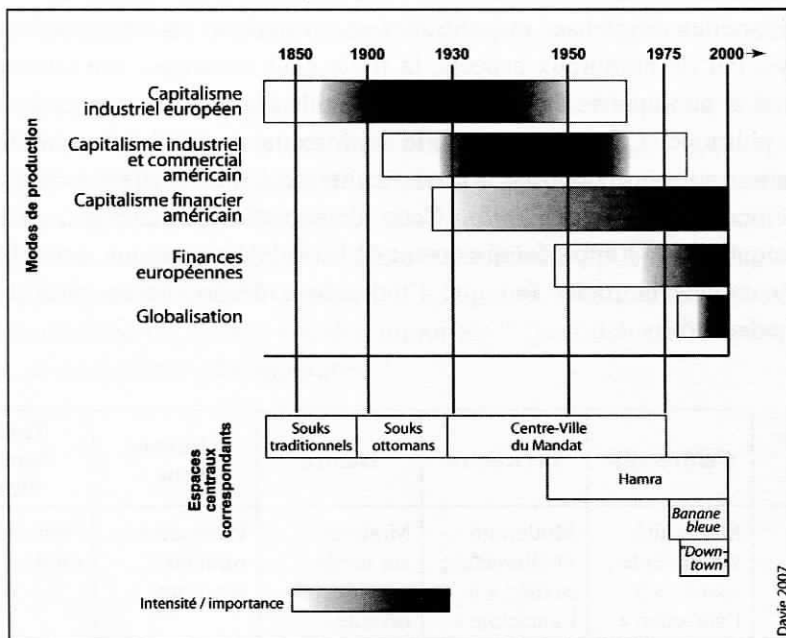


Fig. 3 : Tableau synthétique des correspondances entre les modes de production et les espaces beyrouthins (XIXe siècle - 2007)

Situé en-dehors de cette « Banane bleue », le centre-ville offre l'image d'une modernité matérielle. Il se différencie de la « Banane bleue » par son statut de propriété privée, par son quadrillage sécuritaire, par l'imposition d'un plan directeur technicien, par l'absence de déviations, par l'unicité de sa composition sociale. Mis en scène et en partie patrimonialisé par les concepteurs mêmes du projet de construction (Davie 2006 ; Ghossainy 1999), ses espaces publics se limitent à la sphère marchande ou ludique. Il aspire cependant à attirer, en un lieu prestigieux, des acteurs majeurs de la globalisation.

Le cinquième modèle apparaît lors de l'appropriation occasionnelle quoique massive de la place des Martyrs entre 2005 et 2007. L'individu revendique à la fois sa liberté personnelle et celle de son groupe (ou de sa « tribu » postmoderne), cherchant d'autres voies que celles des discours politiques et nationalistes officiels. Vécus comme des fêtes — même si le deuil les a marqués — les rassemblements ont dans l'ensemble rejeté les identités traditionnelles religieuses et politiques et revendiqué un autre modèle pour le pays. Par de nombreux aspects, la foule était moderne : son attachement national et nationaliste et ses liens à la famille élargie, son appropriation du débat politique. Cependant, par « le renforcement de l'horizontalité de la régulation politique opposée à la verticalité de l'État », elle est déjà même postdémocratique (Insel 2005). Cette démocratie participative, assimilée mécaniquement à l'approfondissement de l'idéal démocratique, cette dilution du débat dans la foule, fait que l'individu a désormais un pied dans la postmodernité.

	Centre-ville	Péricentre	Hamra	« Banane bleue »	Trans-Banane bleue
1975	Modernité vieillissante ; sexué ; « à l'ancienne »	Modernité vieillissante ; sexué ; « à l'ancienne »	Moderne sur mode «occidental» revisité	Prémoderne ; rural ou semirural	Prémoderne ; rural
1975-1990	Inexistant ; « Féodal » et milicien	Modernité vieillissante ; sexué ; « à l'ancienne »	Prémoderne ; recomposé sur mode moderne	Prémoderne ; recomposé sur mode moderne	Prémoderne ; rural
1990-2000+	Prémoderne et Postmoderne ; filtré ; privatisé ; mis en scène ; marchand	Moderne et localement postmoderne	Moderne	Moderne et localement postmoderne	Prémoderne et Moderne

Tableau 1: Typologie d'espaces publics à Beyrouth (1975 à la période actuelle)

Il reste la question de l'espace public *per se*. Produit par la société, il ne peut être dissocié du cadre économique ambiant, ni de sa sphère idéale. Cependant, le passage d'un contexte à un autre ne signifie pas le gommage des productions spatiales précédentes : les anciens espaces s'imbriquent dans de nouveaux par inertie, en changeant d'échelle ou de valeur d'usage. L'espace public est alors partout, occupant à la fois l'espace privé et public, selon des logiques opportunistes ou des temporalités précises, mais également selon les genres.

Se pose enfin la question lancinante des lieux de l'espace public dans une société qui entre dans la postmodernité et qui privilégie l'espace sur le temps (Besse 2004 ; Antheaume *et alii* 2004). Avec la fin des métarécits et l'individuation poussée à l'extrême, quel besoin d'espaces publics ? Avec la redéfinition en profondeur de la démocratie (Caillé 2005), quel besoin du débat dans la société civile ? Comment d'ailleurs en débattre dans une société confessionnal�sée ou formée par des minorités ? Quoi débattre, avec qui, et surtout, en quels lieux géographiques ?

BIBLIOGRAPHIE

- ANTHEAUME B. & BATAILLON C. & BERQUE A. *et al.*, 2004, « Le postmodernisme en géographie », *Espace Géographique*, 1, pp. 6-37.
- AWADA-JALU S., 1997, «Le désir de ville », in Davie, M. F. [éd.], *Beyrouth, regards croisés*, Tours, URBAMA, Coll. « Villes du Monde Arabe », pp. 355-362.
- BARTHES R., 1957, *L'aventure sémiologique*, Paris, Seuil, 359 p.
- BAUMAN Z., 2000, *Liquid modernity*, Cambridge & Malden, MA, Polity Press & Blackwell, 228 p.
- BAYOUMI M., 2005, « In Beirut's Tent City », *ISIM Review*, 16, pp. 34-35.
- BESSE J.-M., 2004, « Le postmodernisme et la géographie. Éléments pour un débat », *Espace Géographique*, 1, pp. 1-5.
- BEYDOUN A., 1994, « L'identité des Libanais », in Kiwan F. [éd.], *Le Liban aujourd'hui*, Beyrouth & Paris, CERMOC & CNRS Éditions, pp. 13-30.
- BEYHUM N., & MAILA J., 1991, « La reconstruction comme opinion publique et comme représentation symbolique (essai de synthèse) », in Beyhum N. [éd.], *Reconstruire Beyrouth. Les paris sur le possible*, Lyon, Maison de l'Orient, pp. 361-372.
- BEYHUM N. 1991, *Espaces éclatés, espaces dominés : étude de la recomposition des espaces publics centraux de Beyrouth de 1975 à 1990*, Doctorat, Lyon, Université Lyon 2 Lumière, Faculté de Sociologie, 795 p.
- BOUDISSEAU G., 1993, *L'évolution des fonctions de la rue Hamra (Beyrouth, Liban) de 1975 à 1992*, Maîtrise de Géographie, Tours, Université François-Rabelais, Département de Géographie, 162 p.
- BOUDISSEAU G., 2001, *Espaces commerciaux, centralités et logiques d'acteurs à Beyrouth : les cas de Hamra et de Verdun*, Thèse de doctorat en Géographie, Tours, Université François-Rabelais, École doctorale « Sciences Humaines et Sociales », 3 vols., 725 p.
- BRUNET R., FERRAS R. & THÉRY H., 1992, *Les mots de la géographie*, Montpellier & Paris, RECLUS & La Documentation Française, Collection Dynamiques du territoire, 470 p.
- CAILLÉ A., 2005, « Démocratie, totalitarismes et parcellitarisme », *Revue du MAUSS*, 25 : 1, pp. 95-126.
- CASTELLS M., 1969, « Le centre urbain, projet de recherche sociologique », *Cahiers Internationaux de Sociologie*, XLVI, pp. 83-106.

- CHAKHTOURA M., 1978, *La guerre des graffiti. Liban 1975-1978*, Beyrouth, Éditions Dar An-Nahar, 179 p.
- CHAOU L M., 2005, « Du clan au réseau », *L'Orient-Express*, Hors-série, pp. 98.
- COLLAMARCO G., 1999, *Le vicende urbane di Beirut. Verso una ricostruzione possibile*, Tesi di Laurea, Bari, Istituto Universitario Orientale, Facoltà di Scienze Politiche, 248 p.
- CORM G., 1986, *Géopolitique du conflit libanais. Étude historique et sociologique*, Paris, La Découverte, 260 p.
- DAVIE M., 1996, *Beyrouth et ses faubourgs. 1840-1940, une intégration inachevée*, Beyrouth, CERMOC, 153 p.
- DAVIE M., 2001a, *Beyrouth 1825-1975, un siècle et demi d'urbanisme*, Beyrouth, Ordre des Ingénieurs et Architectes de Beyrouth, 136 p.
- DAVIE M., 2001b, « Les espaces publics du centre-ville de Beyrouth », in Ghorra-Gobin C. [éd.], *Réinventer le sens de la ville : les espaces publics à l'heure globale*, Paris, L'Harmattan, pp. 81-91.
- DAVIE M., 2003, « Beirut and the Étoile area: an exclusively French project? », in Nasr J. & Volait M. [éds.], *Urbanism. Imported or exported? Native aspirations and foreign plans*, Chichester, Wiley-Academy, pp. 206-229.
- DAVIE M. F., 1993, « Les marqueurs de territoires idéologiques à Beyrouth (1982-1990) », in E.I.D.O.S. [éd.], *Dans la ville, l'affiche*, Tours, Maison des Sciences de la Ville, pp. 38-58.
- DAVIE M. F., 1994, « Guerres, idéologies et territoires : l'urbanisation récente de la côte libanaise entre Jbayl et Sayda », *Annales de Géographie*, 575, pp. 57-73.
- DAVIE M. F., 1997, « Beirut: transcultural currents in an Arab city », *Muae*, 2, pp. 122-129.
- DAVIE M. F., 1999, « Beirut's city centre as an expression of global, national and local identities and confrontations », *Working Papers in Local Governance and Democracy*, 99 : 2, pp. 29-38.
- DAVIE M. F., 2001, « The emerging landscape of Lebanon », in Ellis K. C. [éd.], *Lebanon's Second Republic. Prospects for the Twenty-first Century*, Gainesville, University Press of Florida, pp. 159-174.
- DAVIE M. F., 2003, « La 'maison aux trois arcs' de Beyrouth, une construction patrimoniale idéologique », in Davie M. F. [éd.], *La maison beyrouthine aux trois arcs. Une architecture bourgeoise du Levant*, Beyrouth & Tours, Académie libanaise des Beaux-arts & Centre de Recherches et d'Études sur l'Urbanisation du monde arabe, pp. 343-369.

- DAVIE M. F., 2005a, « De l'utilité géopolitique des espaces libanais », *Outre-Terre. Revue française de géopolitique*, 13, pp. 355-372.
- DAVIE M. F., 2005b, « Communautés, quartiers et métiers à Beyrouth en 1923 », *Tempora*, 16 (sous presse).
- DAVIE M. F., 2006, *Le patrimoine architectural et urbain au Liban : prise de conscience, idéologies de protection et éléments de prospective*, Le patrimoine libanais, Barsa 2005, Notre-Dame University (sous presse).
- DENOEUX G. & SPRINGBORG R., 1998, « Hariri's Lebanon: Singapore of the Middle East or Sanaa of the Levant? », *Middle East Policy*, 6, pp. 158-173.
- FAWAZ L. T., 1983, *Merchants and migrants in nineteenth-century Beirut*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, Harvard Middle Eastern studies, 182 p.
- GAVIN A. & MALUF R., 1996, *Beirut Reborn. The Restoration and Development of the Central District*, London, Academy Editions, 148 p.
- GHOUSSAINY N., 1999, « Espaces publics et patrimoine dans le projet de reconstruction du centre-ville de Beyrouth », in Akl Z. et Davie M. F. [éds.], *Questions sur le patrimoine architectural et urbain au Liban*, Beyrouth-Tours, ALBA & URBAMA, pp. 91-104.
- GLASS C., 1991, *Tribes with Flags: a journey curtailed*, London, Secker & Warburg, 510 p.
- GOROKHOFF P., 1984, « Création et évolution d'un camp palestinien de la banlieue de Beyrouth. Bourj el-Barajneh », in Métral F. [éd.], *Politiques urbaines dans le Monde Arabe*, Lyon, Maison de l'Orient, pp. 313-329.
- HABERMAS J., 1993, *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot, Critique de la politique Payot, XXXV-324 p.
- INSEL A., 2005, « La postdémocratie. Entre gouvernance et caudillisme », *Revue du MAUSS*, 26 : 2, pp. 121-136.
- KASSIR S., 2005, « Un printemps arabe », *L'Orient-Express*, Hors-série, pp. 119.
- KÉVORKIAN R. H., NORDIGUIAN L. & TACHJIAN V. (sous dir.), 2006, *Les Arméniens 1917-1939. La quête d'un refuge*, Beyrouth. Presses de l'Université Saint-Joseph, 320 p.
- KHALAF S. & KONGSTAD P., 1973, *Hamra of Beirut; a case of rapid urbanization*, Leiden., Brill, Social, economic and political studies of the Middle East, v. 6., xiv, 152 p.
- KHALAF S., 1993, *Beirut Reclaimed. Reflections on Urban Design and the Restoration of Civility*, Beirut, Dar An-Nahar, 167 p.

- KHALAF S., 1998, « Contested spaces and the forging of new cultural identities », in Rowe P. G. et Sarkis H. [éds.], *Projecting Beirut. Episodes in the Construction and Reconstruction of a Modern City*, Munich, London, New York, Prestel-Verlag, pp. 142-164.
- KHALAF S., 2006, *Heart of Beirut. Reclaiming the Bourj*, London, Saqi, 277 p.
- KHALILI L., 2004, « Grass-roots commemorations: remembering the land in the camps of Lebanon », *Journal of Palestine Studies*, 133, pp. 6-22.
- KHALILI L., 2005, « Places of memory and mourning: Palestinian commemoration in the refugee camps of Lebanon », *Comparative Studies in South Asia, Africa and the Middle East*, 25:1, pp. 30-45.
- KHURI F. I. A., 1975, *From village to suburb : order and change in Greater Beirut*, Chicago, University of Chicago Press, xiv, 272 p.
- LÉVY J. & LUSSAULT M. (sous dir.), 2003, *Dictionnaire de la Géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 1032 p.
- MAFFESOLI M., 2000, *Le temps des tribus. Le déclin de l'individualisme dans les sociétés postmodernes*, Paris, La Table Ronde, 3ème édition, 330 p.
- MAFFESOLI M., 2004, *le rythme de la vie. Variations sur l'imaginaire postmoderne*, Paris, La Table Ronde, 220 p.
- NABA R., 1999, *Rafic Hariri. Un homme d'affaires Premier ministre*, Paris, L'Harmattan, 177 p.
- NASR S., 1979, « Les formes de regroupement traditionnel (familles, confessions, communautés régionales) dans la société de Beyrouth », in Chevallier D., Abdel-Hakim S., Abdel Nour et alii. [éds.], *L'espace social de la ville arabe*, Paris, G. P. Maisonneuve et Larose, pp. 145-199.
- PERTHES V., 1997, « Myth and money: four years of Hariri and Lebanon's preparation for a New Middle East », *Middle East report*, 203, pp. 16-21.
- PHARÈS J., 1977, *Une société banlieusarde dans l'agglomération beyrouthine. Étude sociologique de certains aspects du développement suburbain*, Beyrouth, Institut des Sciences Sociales, Université Libanaise, Publications du Centre de Recherches, 154 p.
- ROWE P. G. & SARKIS H., 1995, *Open City. Rebuilding Downton Beirut's Waterfront*, Beirut, Solidere, 72 p.
- RUPPERT H., 1999, *Beyrouth, une ville d'Orient marquée par l'Occident*, Beyrouth, Centre d'Études et de recherches sur le Moyen-Orient contemporain, 166 p.
- SAADEH S., 2001, « Les conséquences du sectarisme sur l'espace public de Beyrouth », *Cahiers de la Villa Grillet*, 15, pp. 67-79.

- SAYIGH R., 1979, *Palestinians, from peasants to revolutionaries : a people's history recorded from interviews with camp Palestinians in Lebanon*, London, Zed Press, Zed Middle East series, no. 3, 206 p.
- SAYIGH R., 1994, *Too Many Enemies*, London & New Jersey, Zed Books, 369 p.
- SCHMID H., 2006, « Privatized urbanity or a politicized society? Reconstruction in Beirut after the civil war », *European Planning Studies*, 14:3, pp. 365-381.
- SEHNAOUI N., 2002, *L'occidentalisation de la vie quotidienne à Beyrouth, 1860-1914*, Beyrouth, Éditions Dar An-Nahar, 190 p.
- SOFFER A. & STERN S., 1986, « The Port City: a Sub-group of the Middle-Eastern City Model », *Ekistics*, 316-317, pp. 102-110.
- TUENI G. & KHOURY E., 2005, *The Beirut Spring*, Beirut, Éditions Dar An-Nahar & Quantum, 280 p.
- TUÉNI G., 1997, *From the Geography of Fear to the Geography of Hope*, Beirut, Dar An-Nahar, 10 p.
- YOUNES M., 1999, *Ces morts qui nous tuent. La vengeance du sang dans la société libanaise contemporaine*, Beyrouth, Almassar, Sciences Humaines, 293 p.

